Fichier 1 B 58

LA SITUATION MILITAIRE EN AFRIQUE

Le Finistère (21 septembre 1881)

Nous reproduisons ci-dessous l'exposé de la situation militaire en Algérie et en Tunisie, publié par le *Journal officiel*. Il résulte de ce document qu'ainsi que nous l'avions dit, la fin, qui approche, de la saison des grandes chaleurs, sera le signal d'une entrée en campagne sérieuse en Tunisie et dans le Sahara oranais.

La saison des chaleurs approche de sa fin en Algérie et en Tunisie. Les premières pluies et l'abaissement de la température permettront bientôt à nos troupes de prendre sur tous les points une vigoureuse offensive. Il n'est donc pas sans intérêt d'examiner quelle est exactement, au moment où l'on peut entreprendre des opérations actives, sérieuses, la situation militaire dans les trois provinces de l'Algérie et de la Régence.

Dans la province d'Oran, Bou-Amama a dû se réfugier, après son échec de Frendah, au sud du chott Tigri. Sa retraite a découragé les espérances de ses partisans, et, non

seulement aucune tentative de défection n'a été signalée dans les tribus soumises, mais il y a même eu de nombreuses demandes d'aman. Les mesures sont prises, du reste, pour assurer notre sécurité dans le Sud-Ouest. Les postes de Mecheria et du Kreider qui s'organisent rapidement sont assez avancés pour mettre leurs garnisons à l'abri d'un coup de main. Ces postes seront reliés à Saïda et au Tell par un chemin de fer beaucoup plus promptement qu'on ne pouvait l'espérer.

Deux compagnies de chemin de fer du génie secondent les efforts de la Compagnie franco-algérienne qui apporte une activité remarquable dans l'exécution des travaux. De Mcthab (point où le nouveau chemin s'embranche sur la ligne existante) au Kreider, il y aura un peu plus de 33 kilomètres qui seront terminés en moins de 30 jours de travail. Déjà on a fait 27 kilomètres de terrassements ; la voie est posée sur 20 kilomètres et le ballastage complètement terminé sur 19. Les locomotives iront au Kreider avant la fin du mois. Les voitures vont déjà jusqu'à Mecheria, au moyen d'une route provisoire ouverte par nos troupes en quelques jours.

Dans la province d'Alger, tout est calme ; dans celle de Constantine, des forêts ont été dévastées par des incendies considérables ; ces incendies se produisent malheureusement chaque année sur une échelle plus ou moins grande. On ne saurait les considérer comme les signes avant-coureurs d'une insurrection. Il ne faut pas, également, attacher une trop grande importance aux razzias de tribus à la frontière tunisienne. Ces faits, résultant des mœurs des populations semi-nomades de cette région, se sont produits

de tout temps. Ils vont être réprimés par la colonne de Tebessa, qui va être considérablement renforcée.

Au moment où les opérations contre les Kroumirs ont pris fin, la saison chaude approchait et les conditions, jusqu'alors exceptionnellement bonnes, dans lesquelles nos troupes étaient placées au point de vue sanitaire, commençaient à se modifier dans un sens défavorable. Il allait être impossible, pendant de longs mois, de tenir la campagne. L'effectif du corps d'occupation fut donc réduit au plus strict nécessaire, de manière à n'exposer aux épreuves du climat que le moins [possible des troupes, ce qui provoqua le soulèvement] des tribus du Sud, qui se sont mises en rébellion ouverte.

Il eût, sans doute, été à désirer que nous puissions réprimer de suite ces désordres et assurer la sécurité et la tranquillité dans la Régence ; mais des opérations prolongées pendant la saison chaude, avec des troupes jeunes, non encore acclimatées, étaient absolument impossibles. On a dû se borner aux renforts indispensables, de manière à exposer le moins possible les troupes à l'intoxication climatérique, si redoutable dans cette région et à les conserver intactes pour le moment où l'on pourrait agir vigoureusement.

On n'a d'ailleurs rien négligé pour maintenir dans le meilleur état de santé les troupes de Tunisie, et on peut dire que jamais troupes en campagne n'ont été nourries comme le sont celles qui opèrent actuellement en Afrique.

Le moment d'agir approche, le corps expéditionnaire a pu être rapidement porté à l'effectif nécessaire et on poursuit les derniers préparatifs des opérations. Cette ligne de conduite était impérieusement dictée par les circonstances ;

en résistant aux sollicitations intempestives de ceux qui, dans leur impatience, eussent voulu voir une armée entière réunie immédiatement en Tunisie, on a rempli strictement son devoir.

L'augmentation des forces nécessaires pour les opérations qui vont se faire en Algérie et en Tunisie, a été obtenue, comme le ministre de la guerre l'avait annoncé au Sénat, par l'envoi exclusif des quatrièmes bataillons, organisés en régiments de marche sous le commandement de lieutenants-colonels. En outre, on a porté au chiffre de 500 hommes l'effectif de tous les bataillons qui sont détachés. Les quatrièmes bataillons n'entrent pas, comme on le sait, en temps de guerre, dans la composition des corps d'armée mobilisés : ils sont destinés, conjointement avec l'armée territoriale, qui peut les remplacer au besoin, aux places fortes.

On a eu soin, au surplus, de prendre les troupes de renfort parmi les quatrièmes bataillons destinés, d'après le plan général de mobilisation, aux forteresses de seconde ligne les moins importantes. Il en résulte que, malgré la quantité considérable de troupes envoyées en Afrique (plus de 50 000 hommes de toutes armes), les éléments de mobilisation des 18 corps de l'armée active avec tous les cadres d'officiers et de sous-officiers, restent absolument intacts sur notre territoire où on a, d'ailleurs, un excédent d'hommes de la réserve pour pourvoir aux effectifs.

Quant à l'augmentation d'effectif des bataillons détachés en Tunisie et en Algérie, elle a pu se réaliser sans difficultés, grâce à l'élasticité que donne le service de quarante mois. Il a suffi, en effet, pour obtenir ce résultat,

de ne pas donner de congés d'hiver dans les corps qui fournissent des troupes en Afrique.

Ainsi, notre organisation militaire a permis de faire face aux nécessités qui se sont produites en Algérie sans avoir recours à aucune mesure extraordinaire, telle que l'appel d'une classe ou la mobilisation partielle d'un corps, sans diminuer en rien les ressources pour la constitution de nos armées, en cas de guerre, et sans apporter aucun trouble dans le mécanisme délicat de la mobilisation.

Cette épreuve peut être considérée comme une marque sérieuse de la solidité de nos institutions nouvelles. Certes, nous ne pouvons maintenir le prestige et l'autorité de nos armes en Algérie sans des sacrifices, mais ces sacrifices ne dépassent pas la mesure de ceux qu'une nation forte et soucieuse [de sa grandeur se doit d'accomplir...]

Voici, d'après Paris, quelles ont été les déclarations faites devant le conseil des ministres par M. Roustan :

M. Roustan a fait un exposé complet de la situation dans la Régence, entrant dans les détails les plus circonstanciés. Il a commencé par rappeler les causes bien connues de l'expédition. Pour défendre notre frontière contre les incursions des Kroumirs, et les intérêts français à Tunis, il fallait imposer au bey notre protectorat. Une action énergique et prompte était indispensable pour frapper l'imagination de la population et briser les résistances du Bardo. Malheureusement on a plusieurs fois modifié le plan général, et, au lieu d'en finir en quelques jours, on s'y est repris en plusieurs fois, comme si l'on n'était pas décidé à aller jusqu'au bout. Ces lenteurs et ces hésitations ont

produit un effet déplorable. Toutefois, tout pouvait être réparé au 12 mai [date du traité du Bardo], pourvu que les troupes françaises restassent à Tunis, ou du moins qu'elles y fissent une apparition, ne serait-ce que de quelques heures. Il était également d'avis d'exiger le renvoi de Mustapha [Mustapha Ben Ismaïl, grand vizir du Bey].

D'autres conseils ont prévalu. Plus tard, M. Roustan a insisté pour qu'il fût procédé à la réorganisation financière. Par égard pour les puissances représentées dans la commission de contrôle, et aussi pour ne pas demander aux Chambres de nouveaux crédits, le ministre des affaires étrangères a ajourné cette mesure urgente, paralysant ainsi l'action du ministre résident, qui a vu de même ôter sa liberté pour épurer le haut personnel tunisien. Cette attitude expectante nous a fait perdre les avantages conquis par l'expédition, et a permis aux hommes du Bardo et aux Arabes de douter de notre force. Le rappel précipité des troupes en France et la non-occupation des postes du Sud ne pouvaient que contribuer encore à diminuer notre prestige.

M. Roustan n'insiste pas sur le voyage de Mustapha à Paris. Il rappelle seulement qu'il a fait tous ses efforts pour le retarder. Les événements ont prouvé combien les prévisions du ministre résident étaient exactes. Et maintenant quelle est la situation ? L'insurrection est partout. Il n'y a pas de tâche plus urgente que de la réprimer.

La réorganisation de la régence doit être ajournée après la pacification complète. Il faut profiter de l'expérience, c'est-à-dire envoyer sans tarder ni hésiter, les forces suffisantes, en tout 23 000 hommes. M. Roustan estime

qu'une certaine initiative doit être laissée au commandant du corps expéditionnaire en Tunisie.

Interrogé par un ministre sur la durée probable des opérations, M. Roustan a répondu que tout pouvait être terminé dans cinq semaines au plus, pourvu qu'avant la fin du mois, la marche sur Kairouan ait commencé. M. Roustan a également exposé ses idées, que nos lecteurs connaissent, sur l'organisation d'une gendarmerie indigène destinée à rétablir la sécurité dans le pays. Il s'en montre très optimiste dans ses prévisions pourvu qu'on suive ses conseils.

À la fin de l'entrevue, le conseil, qui a été vivement intéressé par l'exposé du ministre résident, a discuté et arrêté les mesures à prendre dans l'éventualité toujours plus probable de la démission du bey.

M. Roustan aura, avant de partir, une dernière entrevue avec M. Barthélemy Saint-Hilaire [ministre des Affaires étrangères français].
